

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 27/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHROM IMPEC

20-22 rue Eiffel
77220 GRETZ ARMAINVILLIERS

Références : E4-22 1110

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2022 dans l'établissement CHROM IMPEC implanté 20-22 rue Eiffel 77220 GRETZ ARMAINVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 13/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu dans le cadre des actions régionales concernant les suites des mises en demeure et concernant les mesures de lutte contre l'incendie dans les installations de traitement de surface. L'exploitant avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROM IMPEC
- 20-22 rue Eiffel 77220 GRETZ ARMAINVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006501186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : A préciser par l'exploitant
- IED - MTD

La société CHROM IMPEC est une société spécialisée dans la protection et le traitement des métaux par polissage, nickelage, chromage et/ou cuivrage des pièces mécaniques ou aéronautiques.

La situation administrative du site doit être mise à jour mais l'installation est classée au titre des rubriques 2565-2a, 2575, 3260. Il s'agit d'un site à enjeux qui a fait l'objet d'inspections en 2016 et 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- disposition de lutte contre l'incendie
- prévention de la pollution accidentelle des eaux
- produits chimiques
- stockage des produits dangereux et des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 3.3.1.	Point contrôlé lors des inspections du 31 mai 2016 et du 17 septembre 2019 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n°2019/DRIIE/UD77/087 du 22 novembre 2019.	Astreinte
Installations électriques	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.2.3.	Point contrôlé lors des inspections du 31 mai 2016 et du 17 septembre 2019 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n°2019/DRIIE/UD77/087 du 22 novembre 2019.	Astreinte
Surveillance de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.5.2	Point contrôlé lors de l'inspection du 17 septembre 2019 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n°2019/DRIIE/UD77/087 du 22 novembre 2019.	Astreinte
Pollution des eaux souterraines	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.5.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Stockage des déchets	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 5.2.2.1	Point contrôlé lors des inspections du 31 mai 2016 et du 17 septembre 2019 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n°2019/DRIIE/UD77/087 du 22 novembre 2019.	Astreinte
Registre d'élimination des déchets	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 5.3.7	/	Mise en demeure, respect de prescription
Inventaire des substances ou préparation dangereuses	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.1.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.3.1.2.	Point contrôlé lors des inspections du 31 mai 2016 et du 17 septembre 2019 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n°2019/DRIIE/UD77/087 du 22 novembre 2019.	Astreinte
Intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.5.4.	Point contrôlé lors de l'inspection du 17 septembre 2019 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n°2019/DRIIE/UD77/087 du 22 novembre 2019.	Astreinte
Emploi et stockage de substances et préparations toxiques ou très toxiques	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 8.1.7.	Point contrôlé lors de l'inspection du 17 septembre 2019 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n°2019/DRIIE/UD77/087 du 22 novembre 2019.	Astreinte
REACH	Règlement (CE) n°1907/2006 du 18/12/2006, Annexe XIV	Point contrôlé lors de l'inspection du 17 septembre 2019 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n°2019/DRIIE/UD77/087 du 22 novembre 2019.	Mise en demeure, produits chimiques
Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 5.2.1.	Point contrôlé lors des inspections du 31 mai 2016 et du 17 septembre 2019 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n°2019/DRIIE/UD77/087 du 22 novembre 2019.	Astreinte
Moyens d'intervention contre les risques	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.5.2.	Point contrôlé lors de l'inspection du 17 septembre 2019 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n°2019/DRIIE/UD77/087 du 22 novembre 2019.	Astreinte
Prélèvements et consommations d'eau	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Nature des installations	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 1.2.1	Point contrôlé et non-conforme lors des inspections du 31 mai 2016 et du 17 septembre 2019.	Mise en demeure, dépôt de dossier
Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.3.1.1	Point contrôlé et non conforme lors des inspections du 31 mai 2016 et du 17 septembre 2019.	Mise en demeure, respect de prescription
Conformité au dossier de demande d'autorisation	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Stockage des déchets	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 5.2.2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Implantation	Arrêté Ministériel du 04/04/2019, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux points de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2009 ne sont pas respectés. L'exploitant ne respecte toujours pas la majorité des points de contrôle qui lui ont valu la mise en demeure du 24 octobre 2019. Le site ne semble pas faire l'objet d'un suivi régulier et consciencieux. Les risques de pollution en cas de situation accidentelle ne sont visiblement pas maîtrisés.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 3.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu et périodicité des contrôles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; - les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Les débits issus de chaque exutoire sont également mesurés et une estimation des émissions diffuses est réalisée selon la même périodicité. <p>Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.</p> <p>Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.</p>
<p>Constats : L'inspection a pu consulter les rapports des contrôles de rejets atmosphériques 2019 et 2020 pour les rejets des bains de cyanure, chrome et nickel. Les résultats sont conformes.</p> <p>L'inspection n'a pas pu consulter les résultats 2021.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.2.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant devra remédier à ces déficiences dans les plus brefs délais. Il conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats : L'inspection a pu consulter les rapports de contrôles des installations électriques réalisés en 2019 et 2021.</p> <p>En 2021, le rapport de contrôle indique 23 non-conformités (NC) anciennes et une NC nouvelle. La plupart des non-conformités anciennes était déjà relevée lors du rapport de contrôle de 2019. L'absence de contrôle ou de mise au norme des installations électriques a été relevé lors des inspections de 2016 et 2019 et constitue un des points de mise en demeure du site.</p> <p>L'exploitant a fourni un devis à l'inspection pour des travaux concernant 13 NC.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention contre les risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle et maintien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a procédé au contrôle des moyens d'intervention, en a fourni les rapports à l'inspection. Le devis des mises en conformité des portes coupe feu a été fourni à l'inspection. Les travaux de mise en conformité sont à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux souterraines
Prescription contrôlée : Article 4.5.2.1 Campagnes d'analyses Une surveillance de la nappe phréatique située au droit du site sera réalisée selon les dispositions définies ci-après : - Au moins deux fois par an (en périodes de hautes et de basses eaux de nappe), le niveau piézométrique sera relevé et un prélèvement et une analyse des eaux souterraines seront effectués au niveau des trois piézomètres de contrôle Pz1, Pz2 et Pz3. - Les échantillons seront analysés afin de déterminer les teneurs en cyanures totaux, chrome, cuivre et nickel. Les échantillons et prélèvements seront effectués selon la norme et les pratiques en vigueur. - Les relevés et les prélèvements seront effectués par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement, selon les normes et pratiques en vigueur. La fréquence, la durée et les caractéristiques des prélèvements et analyses pourront être revues en accord avec l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats obtenus. Article 4.5.2.2 Transmission des résultats Toute anomalie dans les résultats des relevés et analyses est signalée sans délai à l'inspection des installations classées. Un rapport contenant les résultats des relevés et mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant leur réalisation. Les résultats sont commentés. Le rapport fait apparaître les évolutions éventuelles de la qualité des eaux souterraines et comprend les éléments d'interprétation disponibles. Constats : L'inspection a consulté les rapports de contrôle des eaux souterraines de novembre 2020, décembre 2020, mars 2021 et septembre 2021 (ainsi que ceux d'années précédentes). Les dernières campagnes font apparaître des seuils élevés de chrome dans la nappe ; les mesures sont toutes supérieures à la valeur limite de 50µg/L fixée par l'APC du 15/12/2009. Les concentrations en chrome en amont ayant été parfois plus élevées que celles en aval, la responsabilité d'une pollution des eaux souterraines par CHROM IMPEC ne peut être établie avec certitude. Compte tenu des concentrations élevées, les rapports doivent commenter les résultats et le cas échéant permettre une analyse approfondie de la pollution en présence par l'exploitant. Ce dernier explorera également les différentes sources de pollution potentielle (rétenion, fuites, rejets, etc.) afin de s'assurer de ne pas être la cause de la pollution et, le cas échéant, mettre fin à la diffusion de polluants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 5.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones d'entreposage et de stockage provisoire des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un plan des zones de stockage et de regroupement des déchets. Ce plan précise, pour chaque zone repérée, la nature et la quantité maximale des déchets qui y sont entreposés ou stockés provisoirement. Le plan visé à l'alinéa précédent est régulièrement mis à jour. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de plan des stockages de déchets dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Si le résultats des campagnes de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit en informer sans délai le Préfet et l'inspection des installations classées. Il doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées afin de remédier à cette pollution.
Constats : Les rapports de surveillance des eaux souterraines font état d'une pollution au chrome. Celle-ci n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. L'exploitant n'a pas mis en place d'investigations supplémentaires pour en déterminer la cause et y remédier si la pollution provient de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Registre d'élimination des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 5.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'élimination des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient conformément à l'arrêté ministériel du 07 juillet 2005. L'exploitant établit et tient à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient conformément à l'arrêté ministériel du 07 juillet 2005. Ce registre contient a minima les informations suivantes : > la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement fixant la nomenclature des déchets ; > la date d'enlèvement ; > le tonnage des déchets ; > le bordereau de suivi de déchets émis ; > la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ; > le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ; > le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ; > le nom et adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé visé à l'article R.541-51 du Code de l'environnement ; > la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ; > le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé visé à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement. Le registre visé au présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés sur le site pendant une durée minimale de cinq ans.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un registre d'élimination des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Inventaire des substances ou préparation dangereuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : L'exploitant a présenté une liste des substances utilisées dans le process, mais cela ne consiste pas en un inventaire puisque n'y sont pas mentionnées les quantités. L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des stockages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.3.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu des consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes d'exploitation spécifient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">> la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;> les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;> la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;> les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;> les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;> les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 4.2.4.2. la conduite à tenir en cas de déversement accidentel de produits toxiques dans le milieu naturel, en cas de défaut de fonctionnement des unités de détoxification. Cette consigne prévoira les mesures d'urgence à prendre ainsi que les noms et les numéros de téléphone des personnes à prévenir. Elle sera affichée bien en évidence dans l'atelier.> la fermeture de la vanne commandant l'évacuation des eaux de rinçage pendant les heures de fermeture de l'atelier. <p>Les consignes de sécurité indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none">> l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,> les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),> les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,> les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,> la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,> la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. <p>L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.</p>
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection un document succinct (2 pages) intitulé "Consignes d'exploitation" incomplet au regard de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.5.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Le personnel d'intervention de l'établissement s'entraînera régulièrement à la mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'une équipe d'intervention. Une personne dédiée à ces problématiques est décédée récemment ce qui a perturbé l'organisation du site à ce sujet. Cependant l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes écrites ni d'explicitier l'organisation prévue pour faire face à un risque accidentel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Emploi et stockage de substances et préparations toxiques ou très toxiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 8.1.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de protection individuelles
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le matériel d'intervention doit comprendre au minimum : <ul style="list-style-type: none">- 2 appareils respiratoires isolants (air ou O₂),- 2 combinaisons de protection sauf pour le cas des gaz non corrosifs,- des gants. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.
Constats : Le site ne dispose pas de ces équipements de protection individuels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : REACH

Référence réglementaire : Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/2006, Annexe XIV
Thème(s) : Produits chimiques, Autorisation REACH trioxyde de chrome
Prescription contrôlée : L'utilisation du trioxyde de Chrome est soumis à autorisation au titre du règlement REACH.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection un document de CTACSub attestant que le fournisseur de la société CHROM IMPEC est couvert par une demande d'autorisation pour l'usage 3 "fonctionnal chrome plating with decorative character" (en cours de traitement par la commission européenne). L'exploitant doit donc indiquer le(s) scénario(s) d'exposition dont relève son installation et démontrer qu'il respecte les rapports sur la sécurité chimique associés au(x) scénario(s).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 5.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation du stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés issus des activités qu'il exerce. L'organisation qu'il met en place pour satisfaire les principes et prescriptions fixés au chapitre 5.1 du présent arrêté est décrite et tracée. Le document correspondant spécifie les responsabilités de chaque intervenant des processus de gestion des déchets mis en œuvre dans l'établissement. Ce document est régulièrement mis à jour et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les modalités d'organisation de la gestion des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. Les prélèvements d'eau dans le réseau public qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux stricts besoins de l'activité et par conséquent aux quantités suivantes : - Origine de la ressource : réseau public - Consommation maximale annuelle : 400 m ³ Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) lorsqu'il existe. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.
Constats : Dans la déclaration GERE 2020, l'exploitant indiquait une consommation d'eau de 422 m ³ . L'exploitant explique cette surconsommation par la présence d'habitants dans le logement surmontant l'atelier. L'exploitant effectue une mesure de la consommation d'eau industrielle ou met en place des mesures afin de ne pas dépasser sa consommation maximale autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Nature des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : - Rubrique 2565-2a (Traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, la métallisation, la conversion, le polissage, le décapage, etc. par voie électrolytique, chimique ou pour l'emploi de liquides halogénés. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement mise en œuvre étant supérieur à 1500 l.) : Autorisation - Le volume des cuves de traitement est d'environ 41 050 litres. - Rubrique 3260 (Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimiques pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m3) : Autorisation - le Volume des cuves 41,05 m3
Constats : L'exploitant doit procéder à l'actualisation de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE. Par ailleurs, il doit procéder à l'évaluation de son classement au regard des rubriques 4XXX. Il doit également s'assurer qu'il ne dépasse par les seuils Seveso (ni directement ni par la règle de cumul). Cette demande a été adressée initialement par courrier du 26 juillet 2016. L'actualisation de la situation administrative du site a fait l'objet d'une remarque à la suite de l'inspection du 17 septembre 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien.) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.
Constats : - L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé dernièrement au contrôle des rétentions. - L'inspection a pu observer un montage inadéquat et dangereux installé au dessus d'un bassin de traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 1.3
Thème(s) : Autre, Conformité à l'arrêté préfectoral
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : De très nombreux points font l'objet de non-conformités. L'exploitant ne semble pas exploiter son installation en conformité avec son arrêté préfectoral. Il est donc nécessaire de vérifier la conformité de l'installation avec la réglementation applicable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 5.2.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités de déchets stockés
Prescription contrôlée : La quantité totale de déchets générés en grande quantité présente sur le site ne doit pas dépasser la quantité de déchets produite en 6 mois. Cette disposition vise à la fois les déchets dangereux et les déchets non dangereux. Pour les déchets dangereux et non dangereux produits en quantité inférieure à 500 kg/an, l'exploitant est tenu de procéder à leur évacuation à minima une fois par an.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait procéder à l'évacuation des boues d'hydroxydes métalliques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/04/2019, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Habitation sur les installations
Prescription contrôlée : L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.
Constats : Les locaux sont surmontés par une habitation occupée par la famille d'un des employés qui fait également office de gardien de l'installation. Cet article de l'arrêté ministériel n'étant pas applicable aux installations existantes, le site est conforme sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet